



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Lettre d'information du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale

Lettre Électronique d'Information numéro 046 (Janvier- Mars 2015) - Afrique Centrale - ISSN 2073-3844

Mot du Directeur



Le quarante-et-sixième
numéro du bulletin
électronique est
maintenant disponible.

Les derniers mois ont été
marqués par plusieurs
événements:

- 8 mars: les femmes d'abord
- Visite de la Directrice Générale à Bangui
- Consultation régionale des pays de la CEEAC sur le bilan de l'EPT et la contribution à l'agenda post 2015
- Mission technique de lancement du projet d'appui au renforcement des capacités pour la gestion efficace des établissements d'enseignement supérieur en Angola
- Congo: L'ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO M. Salif Traoré à Brazzaville pour soutenir l'alphabétisation des jeunes
- Cameroun: Coalition UNFPA-UNESCO pour le développement des compétences en santé sexuelle reproductive (SSR) des enfants et ados/jeunes au Cameroun
- Le Cameroun a désormais son document de Politique Nationale d'Alphabétisation, d'Éducation Non formelle et de la Formation en Langues nationales
- Évaluation des effets de la formation en EVF/EMP/ VIH&SIDA sur les enseignants et les apprenants
- Sao Tomé-et-Principe s'apprête à lancer un projet pilote pour développer un inventaire avec la participation de la Communauté de Boa Morte
- Les jeunes leaders des partis politiques et de la société civile du Burundi à l'école de la citoyenneté
- Le patrimoine culturel au cœur d'une conférence
- Lancement des activités du projet d'appui au développement local à travers les médias communautaires
- 4ème édition des « Journées TIC » sur les technologies par l'usage
- Le renforcement du SIGE se prépare
- Poursuite de la réforme et de la modernisation du Système d'Information et de Gestion de l'Éducation

Felix Yé

Directeur du Bureau régional multisectoriel
de Yaoundé.

Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique
centrale.

A la Une

8 mars: les femmes d'abord!



La gent féminine du Bureau régional et de la Commission nationale pour le Cameroun, en compagnie des hommes

À l'occasion de la célébration de la journée internationale de la femme, le Bureau régional de Yaoundé a comme de tradition marqué un arrêt pour faire une haie d'honneur à la gent féminine du Bureau, en association avec l'équipe de la Commission nationale de l'UNESCO. Moment d'émotions mais aussi de réflexion sur la place de la femme dans le processus de développement. En ce lundi 9 mars 2015, lendemain de la célébration, le Directeur du Bureau M. Félix YE a tenu à rappeler à toutes et à tous que la situation de la femme est comparable à une main que l'humanité a longtemps estropiée de l'organisme, ce qui est un handicap, qui ne permet pas de réaliser efficacement les tâches. Il est donc question de donner à l'humanité ce second bras longtemps mis de côté pour permettre la construction du monde. « Pour aller de l'avant, nous devons contribuer à l'autonomisation des femmes en tant que force de transformation pour les droits de l'homme, pour la croissance économique et pour les questions de viabilité, mais aussi placer l'égalité des genres au cœur de tous les efforts déployés en faveur du développement », comme l'indique à suffisance le discours de la Directrice Générale de l'UNESCO à l'occasion de l'édition 2015.

En marge de cette journée, le Bureau Régional multisectoriel de l'UNESCO en Afrique Centrale à Yaoundé a apporté un appui multiforme aux organisations impliquées dans la célébration de cette journée. Comme l'année dernière, le Bureau a accompagné la « Semaine de la Femme Diamant (SEFEDI) par sa participation effective à la foire exposition organisée sous le patronage de Madame la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, Madame Catherine ABENA ONDOA du 02 au 06 mars 2015.

Une causerie éducative s'est tenue avec des élèves du cycle primaire de l'école publique de Mfandena sur une série de thématiques portant sur l'éducation de la jeune fille. En outre, grâce au financement du Bureau Régional de l'UNESCO, une équipe du groupe technique régional (GTR) du Centre pour le dépistage du VIH SIDA s'est installée dans le stand UNESCO pour la sensibilisation et le dépistage volontaire; une cinquantaine de personnes ont bénéficié de ce dépistage volontaire. Enfin, le Bureau a participé au grand défilé organisé pour la circonstance avec les autres agences du système des Nations Unies au Cameroun.



Dans la sous-région

Visite de la Directrice Générale à Bangui

La Directrice Générale de l'UNESCO a effectué une visite officielle en République centrafricaine du 14 au 16 décembre 2014 pour apporter un message de soutien aux autorités du pays et à l'équipe du système des Nations Unies qui travaillent dans ce pays. Trois grands moments ont marqué ce déplacement. D'abord la visite du musée national, où l'UNESCO travaille à la sécurisation des collections du musée, en coopération avec le ministère du Tourisme, des Arts, de la Culture et de l'Artisanat. Cet engagement fait suite aux actes de vandalisme perpétrés sur le patrimoine culturel pendant le conflit. La RCA, par la voix du Ministre du Tourisme, des Arts, de la Culture et de l'Artisanat, a remercié l'UNESCO de son soutien et a appelé à une forte mobilisation pour la sauvegarde du patrimoine culturel de son pays. Ensuite, la Directrice Générale a rencontré les autorités de la transition, dont la Présidente de la Transition et les membres du gouvernement. Lors de l'entretien avec Son Excellence Madame Catherine SAMBA-PANZA les échanges ont tourné autour du rôle fondamental de l'éducation et de la culture dans la reconstruction et la réconciliation nationale. La Directrice générale a également rencontré des représentants de la société civile, en particulier des organisations de femmes et de jeunes et a lancé un appel à la non-violence et à la paix, tout en deman-



Visite au musée national

dant à ces derniers de faire passer le message de paix et de non-violence dans leurs communautés respectives. Enfin, la DG a participé à la cérémonie de pose de la première pierre du Centre culturel et sportif du 4ème arrondissement de Bangui, un projet mis en œuvre conjointement par la MINUSCA, le PNUD et l'UNFPA, avec la contribution de l'UNESCO et du Gouvernement centrafricain. Il faut noter que ce quartier a été particulièrement touché par les troubles et la violence intercommunautaire à Bangui.



Les officiels lors de la cérémonie de clôture

Une concertation a réuni les pays de la CEEAC du 20 au 23 janvier dernier à Yaoundé pour plancher sur le bilan de l'EPT et la contribution à l'agenda Post 2015. À l'instar des autres régions du monde, la région Afrique Centrale s'est engagée à mettre en œuvre le Cadre d'action de Dakar avec les six objectifs retenus par le Forum mondial en 2000.

Consultation régionale des pays de la CEEAC sur le bilan de l'EPT et la contribution à l'agenda post 2015

Dans l'ensemble, chacun des pays a réussi à faire des avancées significatives vers la réalisation des objectifs de l'EPT, grâce notamment à une mobilisation des institutions nationales, de la société civile, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers. Les acquis portent entre autres sur : les efforts considérables déployés pour le plaidoyer en faveur de l'Education pour Tous; les mécanismes d'élaboration et de suivi mis en place; la disponibilité de documents de politique, les plans et programmes de développement de l'éducation; les progrès substantiels en matière de scolarisation et de parité au niveau de l'enseignement primaire ; les taux d'admission en première année sont dans l'ensemble très élevés ; les appuis significatifs des partenaires techniques et financiers aux efforts nationaux et régionaux d'élaboration d'outils d'apprentissage, de mise en place institutionnelle, de construction d'infrastructures, de développement des compétences.

Pendant, comme l'indique l'état des progrès réalisés, le rythme de progression reste encore faible pour atteindre les cibles visées. Mis à part Sao Tomé et Príncipe qui a quantitativement atteint l'objectif de la scolarisation primaire universelle, les autres pays de la région n'ont pas encore atteint cet objectif. En dépit des avancées au plan quantitatif, il se pose encore des défis majeurs pour l'amélioration de la qualité de

l'éducation, le maintien des enfants à l'école, le besoin en enseignants formés, la réduction des disparités et des inégalités liées au genre, l'alphabétisation, les enfants déscolarisés et non scolarisés, le financement de l'éducation l'efficacité de la gestion du secteur. La région Afrique centrale propose un changement de paradigme : faire de la qualité le point d'entrée-clé du développement de l'EPT et passer de l'Education pour Tous (EPT) à l'Education de Qualité pour tous (EQT).



Education

Education...

Angola: mission technique de lancement du projet d'appui au renforcement des capacités pour la gestion efficace des établissements d'enseignement supérieur en Angola

La transition de l'Angola d'une situation de post conflit, ayant des besoins d'urgence de l'éducation, à une économie en plein essor, grâce à la consolidation de la paix, a exigé la mise en place d'une gestion robuste, des capacités institutionnelles et techniques dans le système éducatif pour la fourniture d'accès à l'éducation et de possibilités de s'instruire pour tous les enfants et les jeunes qui ont été privés de ce droit au cours des années de guerre, tout en ajustant les politiques éducatives vers des valeurs qui se trouvaient à la base de la paix et du respect des droits de l'homme.

Le pays a approuvé au mois de septembre 2001 une stratégie intégrée visant à améliorer son système éducatif. Depuis 2013, le ministère de l'Enseignement supérieur a élaboré son schéma directeur d'informatisation.

Ce schéma est en cours de mise en œuvre avec un taux de réalisation estimé à 40%. Ce schéma directeur a permis de produire le premier annuaire statistique en 2014 sur la base des registres scolaires collectés auprès des instituts et institution d'enseignement supérieur. Le ministère de l'Enseignement supérieur a besoin actuellement d'un appui en matière d'application unique pour la collecte, le traitement, l'édition de l'annuaire statistique et la diffusion des données au sein de son réseau qui tient compte également de l'interconnexion de toutes les structures du MES et de l'ensemble des instituts et institutions d'enseignement supérieur en relation avec des institutions privées d'EFTP et de l'enseignement supérieur.

À cet effet, et dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités des institutions d'enseignement supérieur en Angola financé sur fonds japonais (Japanese-Funds-In-Trust), une mission d'identification des besoins en renforcement du SIGE s'est rendue du 26



Séance de travail avec la partie nationale et les partenaires

au 31 janvier 2015 à Luanda auprès des ministères de l'Enseignement supérieur et de l'Education nationale. La mission visait principalement à identifier avec la partie nationale et les partenaires techniques et financiers, les besoins et les priorités des ministères du secteur de l'éducation dans les domaines de la planification, de la gestion et du pilotage du système d'information en s'appuyant sur un SIGE renforcé sous les angles de sa déconcentration à l'échelle nationale et de sa pérennisation. Au terme des travaux de la mission, il est prévu une formation des cadres nationaux en charge de la production, la diffusion, l'analyse et l'utilisation des statistiques de l'éducation. Les sessions de formation viseront principalement à renforcer les capacités institutionnelles et techniques des deux ministères dans les domaines de la planification, de la gestion et du pilotage du système en s'appuyant également sur un SIGE renforcé sous les angles de sa déconcentration à l'échelle nationale et de sa pérennisation.

Congo: L'ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO M. Salif Traoré à Brazzaville pour soutenir l'alphabétisation des jeunes



Photo de famille au Bureau de l'UNESCO

Ohemeng-Boamah, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies.

Le Ministre et son illustre hôte ont partagé leurs convergences de vues sur la nécessité d'un programme d'éducation à la paix au Congo. L'emploi des jeunes oisifs, catalyseur de la paix et inhibiteur de l'oisiveté, a été vivement souhaité. Le Président de la Commission nationale congolaise a réitéré le souhait du retour de l'Ambassadeur au Congo pour continuer à transmettre les messages de paix et de cohésion sociale notamment à travers les grands événements sportifs et culturels. Avec le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, l'Ambassadeur de bonne volonté a rappelé sa mission orientée vers la sensibilisation pour l'alphabétisation et la culture de la paix. Le Coordonnateur a apprécié les qualités et la vie professionnelle du musicien. Les deux interlocuteurs ont mis l'accent

sur l'importance de la paix, condition sine qua non du développement durable d'un pays. Enfin, M. Salif Traoré A'Salfo, a animé le 16 février, une conférence au Centre d'information des Nations Unies au cours de laquelle il a lancé, à l'attention de la jeunesse congolaise, un appel à l'apaisement et à la cohésion sociale.

M. Salif Traoré plus connu sous le nom A'salfo, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO et leader du groupe Magic System, a effectué une visite au Congo. Après avoir donné un concert au stade Alphonse Massamba Debat le samedi 14 février 2015 avec son groupe Magic system, il a été reçu en audience successivement par Madame Ana Elisa de Santana Afonso, Représentante de l'UNESCO, le Professeur Georges Moyen, Ministre de l'Enseignement supérieur, Président de la Commission nationale congolaise pour l'UNESCO et M. Anthony

**Bulletin d'information
du Bureau régional
multisectoriel
de l'UNESCO à Yaoundé**

Directeur de Publication
Loiteohin Félix YE

Coordination éditoriale
Cletus OJONG

Montage
Eric DEUMO N.

Ont collaboré:
Bureau régional Yaoundé:
Christian NDOMBI
MAMA PLEA
Mojisola Okuribido-Seriki
Fatoumata MAREGA
Jean Bosco KI

Albert MENDY
Jean-Roland ONANA NKOA
Salomon BEGUEL
Mireille NNANGA
Sophie BEYALA
William NGUE
Delphine HIOL
Bruno DZOUNESE TAYIM
Gustave TAGNE
Brice KAMWA

Bureau de Brazzaville:
Ana Elisa de SANTANA
AFONSO
Emile ZOLA

**Maison de la paix UNESCO
Bujumbura:**
Yvonne MATUTURU
Joséphine NTAHOBARI

BP: 12909 Yaoundé - Cameroun
Tel: (237) 222 20 35 47
(237) 222 20 35 48
Fax: (237) 222 20 35 49
Email: yaounde@unesco.org
web: www.unesco.org/fr/
yaounde

Cameroun : Coalition UNFPA-UNESCO pour le développement des compétences en santé sexuelle reproductive (SSR) des enfants et ados/jeunes au Cameroun



Des enseignants en formation au pôle de Bertoua

Au Cameroun, l'infection par le VIH, bien qu'en baisse, demeure à 2.7% préoccupante chez les jeunes femmes (15-24 ans), la fécondité précoce est élevée et les besoins non satisfaits en contraception atteignent un pic de 25,7% chez les filles de 15-19 ans. Pour y répondre et compte tenu des indicateurs de SRA particulièrement alarmants dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est, l'UNESCO exécute un projet de « Redynamisation de l'éducation en Santé de reproduction/Planning familial/Vie familiale en milieu scolaire » financé par l'UNFPA qui renforcent des capacités de 1064 et touchent 42 657 élèves de 86 établissements scolaires du primaire et du secondaire.

En étroite collaboration avec les ministères en charge de l'Education de base et de l'Enseignement secondaire (MINEDUB et MINESEC), l'assistance technique de l'UNESCO a permis, de produire un didacticiel d'autoformation des enseignants en éducation à la vie familiale, en matière de population et au VIH et Sida (EVF/EMP/VIH&SIDA) et un guide pédagogique pour le développement des compétences en Santé sexuelle et reproductive (SRA) réalisé sous la coordination du Bureau International de l'Education (BIE/UNESCO).

Depuis décembre 2014, sur la base de ces outils didactiques et des curricula d'éducation au VIH et Sida reproduits en nombre, se tiennent une série d'ateliers techniques de renforcement des capacités combinant d'une part, les formations présentielles pour les inspecteurs pédagogiques, les chefs d'établissements et les animateurs pédagogiques et, d'autre part l'autoformation par visionnage groupé et actif des séquences du didacticiel pour les enseignants des disciplines porteuses. Il s'agit, pour les 86 établissements scolaires identifiés comme centres de formation, d'améliorer la qualité des enseignements et de renforcer la prise en compte des contenus d'EVF/EMP/VIH&SIDA

dans les pratiques de classe au bénéfice de la cible finale : 42 657 ados/jeunes (filles et garçons) scolarisés dans les deux régions hôtes du projet.

Le processus de renforcement de capacité des enseignants ciblés s'est déroulé en cascade :

- au départ, à Ngaoundéré, du 25 au 28 novembre 2014, 30 formateurs et encadreurs des formateurs que sont les inspecteurs pédagogiques nationaux et régionaux, définissent le format de la formation des chefs d'établissements en charge de l'opérationnalisation de la formation des enseignants et élaborent, de manière participative, les outils et un plan de suivi-évaluation pédagogique fonctionnel de l'introduction des contenus d'EVF/EMP/VIH&SIDA dans les pratiques de classe.

- ensuite, dans le cadre des activités de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA, au cours de quatre ateliers, à Batouri (du 04 au 06 décembre 2014), Bertoua et Meiganga (du 08 au 10 décembre 2014) et Ngaoundéré (du 12 au 14 décembre 2014), 120 chefs d'établissement et enseignants points focaux de chacun des 86 établissements pilotes identifiés comme centres de formation sont capacités à l'opérationnalisation de l'autoformation à base des outils curriculaires et kits audiovisuels mis à leur disposition.

- depuis janvier 2015, au démarrage du second trimestre de l'année scolaire, selon un calendrier et les modalités préétablis, les inspections de pédagogie régionale et les chefs des 86 établissements du primaire, du secondaire et de l'enseignement normal assurent le suivi de proximité de l'autoformation 1064 enseignants en charge de l'éducation de 42 657 apprenants (enfants, adolescents et jeunes) du primaire et du secondaire désormais encadrés par des enseignants formés au développement des compétences de vie courante en matière de santé sexuelle et reproductive.

Le Cameroun a désormais son document de Politique Nationale d'Alphabétisation, d'Éducation Non formelle et de la Formation en Langues nationales

La salle des conférences du ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB) a servi de cadre le 30 décembre dernier à la tenue de l'atelier national de validation du document de Politique Nationale d'Alphabétisation, de l'Éducation Non Formelle et de la Formation en Langues Nationales (AENF).

La cérémonie d'ouverture a été marquée par le mot de M. Loïteohin Félix YE, Représentant Résident de l'UNESCO, qui a tour à tour situé le contexte de l'organisation des travaux et rassuré les participants de la ferme détermination de l'UNESCO à contribuer aux côtés des États, dont le Cameroun, à opérationnaliser ses engagements internationaux contre l'analphabétisme et l'illettrisme. Par la suite, Mme YOUSOUF née HADIDJA ALIM, Ministre de l'Éducation de base, après les civilités d'usage, a entre autres exprimé la gratitude de son département ministériel à l'endroit de l'UNESCO pour son appui technique et financier à l'élaboration du document soumis à validation et exhorté les participants à faire preuve de rigueur, de sérieux, d'ardeur au travail et d'ingéniosité pour combler les attentes de la communauté nationale et internationale dans la lutte acharnée contre l'analphabétisme et l'illettrisme. Le document soumis à l'examen des participants a été élaboré dans une démarche participative. Il est ancré sur la vision 2035 du pays et respecte le canevas du guide de planification stratégique élaboré par



L'alphabétisation des populations : une préoccupation de l'UNESCO

le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT).

Au terme des travaux en ateliers, ils ont recommandé sa validation sous réserve de l'intégration des observations formulées. La validation du document de politique nationale ouvre désormais la voie à l'évaluation des besoins en renforcement des capacités nationales en AENF et à l'élaboration du plan d'action de mise en œuvre.

Évaluation des effets de la formation en EVF/EMP/VIH&SIDA sur les enseignants et les apprenants

Exercice 2

Comportements protecteurs par rapport au VIH ?

N°	Comportement à apprécier	Comportement protecteur
5	Utilisation des équipements de manucure et pédicure personnels.	NON

VIH - LES COMPÉTENCES DE VIE COURANTE | Thème 3.5 : Les comportements à risques et les comportements protecteurs

à l'appui de divers partenaires (UNESCO, UNICEF, CIRCB, CHP, BAD, Plan international, OCEAC, CEMAC), les capacités de nombreux enseignants du primaire, du secondaire et du normal, sont renforcées en vue de la maîtrise des contenus desdits modules et des modes de leur insertion dans les pratiques de classe quotidienne. Il semble opportun d'évaluer, à présent, les effets des formations effectuées sur les connaissances, les attitudes et les comportements des enseignants et des élèves, à l'effet de consolider les acquis, mais aussi d'identifier les insuffisances et y remédier.

Dans cette perspective, en étroite collaboration avec les IGE du MINEDUB et du MINESEC, les Bureaux UNESCO de Yaoundé et Dakar, la section du Siège en charge de l'éducation au VIH ont eu recours à un consultant pour conduire l'enquête envisagée en milieu scolaire, Félicien Fomekong économiste-Démographe chargé des statistiques démographiques et sociales à l'Institut National des Statistique (INS).

La séance de travail a permis de consolider les conditions opérationnelles d'organisation de l'évaluation des effets de l'EVI/EMP/VIH&SIDA en milieu scolaire dans les dix régions du Cameroun. Concrètement, les participants ont, non seulement, validé la méthodologie de conduite des volets quantitatif et qualitatif de cette l'étude et finalisé les questionnaires et le guide d'entretien à administrer à 300 enseignants et 300 apprenants de 100 établissements scolaires, mais aussi défini les règles d'échantillonnage, d'application du questionnaire et de conduite des entretiens. L'assise s'est enfin accordée pour un démarrage de la collecte des données sur le terrain avec l'appui et l'étroite collaboration du MINEDUB et du MINESEC tant au niveau central que de leurs services administratifs déconcentrés tout au long du processus d'évaluation. Le programme de collecte prévoit une durée de 20 jours ouvrables dans chaque région, à partir du 20 avril 2015. Les résultats de l'évaluation auront des implications en termes d'adaptation des outils de formation et/ou de la façon de les utiliser, de méthode, de calendrier et de couverture avant une éventuelle mise à l'échelle. Cet exercice fait suite à l'évaluation des matériels pédagogiques, didacticiels et émissions radiophoniques des programmes d'éducation au VIH et SIDA des pays de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centre Africaine, Tchad) effectué par le BIE en 2013.

À l'issue de plusieurs années de formation des enseignants à l'insertion des contenus de l'Éducation à la Vie Familiale, en Matière de Population et au VIH&SIDA dans le processus d'enseignement-apprentissage, le 6 mars 2014, l'UNESCO a réuni les cadres pédagogiques des ministères de l'Éducation de base (MINEDUB) et des Enseignements secondaires (MINESEC) pour une séance de consolidation de l'organisation de l'évaluation, dans les dix régions du Cameroun, des effets de l'EVI/EMP/VIH&SIDA en milieu scolaire.

Depuis janvier 2007, un arrêté conjoint interministériel du MINEDUB et du MINESEC introduit l'Éducation à la Vie Familiale, en matière de Population et au VIH&SIDA dans le cursus scolaire camerounais. Grâce

Une délégation de la Japanese International Cooperation Agency (JICA) a rendu visite au Bureau UNESCO de Yaoundé. L'équipe de la JICA a été reçu en audience par le Directeur régional du Bureau, entouré des spécialistes du Programme Éducation. Le but de la visite était de reconnaître la coopération de toujours entre le Bureau et la Coopération japonaise et d'explorer des pistes de collaborations futures.



Le Directeur, les spécialistes du programme Education et les hôtes de la JICA



Culture

Culture

Sao Tomé-et-Principe s'apprête à lancer un projet pilote pour développer un inventaire avec la participation de la Communauté de Boa Morte

Le premier des cinq pays africains lusophones (PALOP) à avoir signé la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en 2006, le petit État insulaire de Sao Tomé-et-Principe, se prépare à lancer un projet pilote d'inventaire dans la communauté de Boa Morte, à environ 3 km au sud de la capitale de Sao Tomé.

Du 30 mars au 10 avril 2015, un atelier sur l'inventaire avec la participation de la communauté a introduit le groupe d'environ 25 participants nationaux – composé de membres de différentes communautés, de personnel du gouvernement et de techniciens en charge du patrimoine culturel immatériel, ainsi que des représentants d'ONG et d'individus spécialisés dans le domaine ou avec des fonctions sociales pertinentes au sein des communautés - à l'identification, l'évaluation et l'enregistrement des informations nécessaires en alignement avec les principes de la Convention. Les méthodologies et techniques apprises devraient ensuite servir de modèle pour la réplique dans d'autres provinces du pays, y compris dans l'île soeur de Principe, et dans quelques mois, à l'élaboration d'une stratégie nationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités pour renforcer la sauvegarde du patrimoine immatériel dans les PALOP, les activités visent également à renforcer le réseau interrégional

des acteurs. Dans cet esprit, un technicien de l'Institut partenaire mozambicain pour la recherche socio-culturelle (ARPAC),

formé dans le cadre du même projet a co-facilité l'atelier. Le Directeur de la Délégation provinciale de l'ARPAC à Manica a pu ainsi partager et transmettre l'expérience du projet pilote de la communauté de Chinhambudzi accomplie en 2014. Par ailleurs, en vue du lancement du programme bientôt à Cabo Verde, un technicien de Cabo Verde, délégué de l'Institut national du patrimoine culturel (IIPC) a également participé à l'atelier. Organisé par la Direction nationale de la Culture de Sao Tomé-et-Principe, en étroite coopération avec le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé et la Section du patrimoine culturel immatériel au Siège de l'UNESCO à Paris, cet atelier a été organisé grâce à la généreuse contribution du Gouvernement de la Norvège au Fonds du patrimoine culturel immatériel.



Cameroun : journées culturelles et traditionnelles du peuple Bamendjou - CHEPAN 2015



Le peuple Bamendjou en pleine ferveur culturelle

La 5ème Edition du CHEPAN s'est déroulée cette année du 17 au 24 janvier 2015 à Bamendjou. Comme tous les deux ans, les invités et les participants étaient très nombreux au rang desquels les hauts fonctionnaires, des hommes politiques, les autorités administratives, les chefs traditionnels, des ambassadeurs, des touristes, les représentants des communautés Bamendjou de France, de Belgique, du Canada. Plusieurs activités ont été organisées : expositions, cours en langue ngambe, consultation dans le cadre de la médecine traditionnelle par des pygmées. La danse des retraités, le passage des sociétés se-

crètes et des initiés devant le roi, la danse des « magnés », la sortie du Fo'o avec toute sa cour, le discours du roi ont été des moments forts de cette édition du CHEPAN.

Pour le roi et les organisateurs, il s'agit de permettre aux filles et fils de Bamendjou de se réapproprier leur histoire, de sauvegarder et valoriser les traditions du peuple Bamendjou, faire connaître et vulgariser la langue ngambe, assurer le développement de Bamendjou à travers sa culture, faire découvrir au monde entier la richesse culturelle de Bamendjou. Une des particularités du CHEPAN est le rôle et surtout la mobilisation des femmes comme en témoigne leur place auprès du Roi et leur grande parade devant lui à la clôture du Festival.



Le Bureau de l'UNESCO, en partenariat avec la Commission nationale, a apporté à la fois son expertise et son soutien à ce Festival. Un DVD est en cours de montage et des produits dérivés ont été mis à la disposition de la chefferie de Bamendjou pour donner une plus grande visibilité à la case patrimoniale (Musée) et l'aider à ouvrir un espace de vente des souvenirs de la visite du Musée.

Cameroun : Festival des Musiques chorales «FESTIDJO»

Djoungolo, paroisse-mère de l'Eglise presbytérienne camerounaise et carrefour du chant chorale depuis 1950, organise chaque année le FESTIDJO (Festival des Musiques chorales de Djoungolo) qui puise ses fondements dans la Semaine pour l'unité de tous les chrétiens. C'est l'occasion de promouvoir le chant chorale dans sa diversité.

Le 6 février 2015, 14 différentes chorales ont fait des prestations et chorégraphies dans la cour de la paroisse de Djoungolo. Le public venu nombreux a pu apprécier les chorales de Djoungolo mais aussi celles de la Cathédrale de Yaoundé et des paroisses de Nlongkak et de Mvan. N'y chante pas qui veut, mais qui peut! Il faut du talent et de la pertinence dans le chant.

L'innovation de cette année est la participation et le soutien de la Commission nationale et du Bureau de l'UNESCO à Yaoundé. Un DVD est ainsi en cours de montage et sera disponible à la Paroisse de



Une chorale en pleine prestation

Djoungolo et au Bureau de l'UNESCO. Il contribuera à donner à ce festival une grande visibilité et surtout à mettre en lumière l'action de l'UNESCO en faveur de la promotion de la diversité culturelle et des industries créatives.



Cameroun: 545ème Edition du festival du NGUON



Le Nguon, un moment de valorisation de la culture

Le NGUON «Les grandes journées traditionnelles et culturelles du peuple Bamoun» est une célébration unique en son genre initiée par NSHARE YEN, le premier roi Bamoun. C'est un évènement de pérennisation du dialogue social qui rassemble l'ensemble du peuple Bamoun. Au cours de la célébration du NGUON, toutes les couches de la population Bamoun, à travers leurs porte-paroles, les Fona-Nguon, qui ont la responsabilité de recueillir les plaintes et les doléances dans tous les coins du royaume, demandent des comptes à la monarchie pour tous les manquements et abus observés depuis la dernière édition du Nguon, mais aussi lui adressent leurs gratitude pour toutes les bonnes initiatives et réalisations. Le NGUON est un évènement

Burundi: atelier sur l'élaboration des inventaires du patrimoine culturel immatériel avec la participation des communautés

Dans le cadre de la stratégie globale de renforcement des capacités initiée par l'UNESCO depuis 2011 afin d'aider les Etats parties à la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à la mettre en œuvre, il a été organisé à Bujumbura du 17 au 25 novembre 2015, un atelier portant sur l'élaboration des inventaires du patrimoine culturel immatériel avec la participation des communautés. Rappelons que le but principal de la Convention UNESCO de 2003 est fondamentalement la sauvegarde du patrimoine culturel et que rien ne doit être envisagé dans le cadre de sa mise en œuvre sans la participation et l'implication effectives des communautés. Bien plus, comme on ne sauvegarde que ce que l'on connaît le mieux, le travail d'inventaire s'impose comme préalable à toute adoption d'une quelconque mesure de sauvegarde et c'est pour cette raison que l'UNESCO a produit avec l'aide de ses experts dans le domaine du patrimoine culturel des matériels de formation destinés à renforcer les capacités en matière de mise en œuvre de la Convention.

Après un premier atelier sur la mise en œuvre de la Convention au niveau national qui a eu lieu en 2012, la dernière rencontre fut une occasion pour une trentaine de participants dont des cadres du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, des personnalités provenant de diverses associations culturelles d'être formés et informés sur les aspects tant théoriques que pratiques en rapport avec le travail d'inventaire participatif dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. En substance, l'atelier tournait autour de cinq modules déclinés en 22 unités. Le premier module portait sur le travail d'inventaire participatif, sa raison d'être, ses objectifs, ses principes et sa conduite. Le second module présente le cadre du travail d'inventaire participatif avec les aspects éthiques et les responsabilités qui l'accompagnent. Le troisième module insiste sur les méthodes et les techniques de production d'informations. Le quatrième module consiste en une mise en

spécifiquement Bamoun depuis sa création. Mais sous le Roi NJOYA, il s'est progressivement illustré comme moyen de rapprochement des peuples. Il étend son influence sur toute la diaspora Bamoun et représente un évènement traditionnel d'envergure nationale et internationale. En raison de la situation privilégiée du pays Bamoun, carrefour entre le Nord musulman et le Sud chrétien, entre les parties anglophones et francophones, le Nguon agit comme le ciment de l'unité nationale au Cameroun, comme moteur de la politique de coexistence pacifique et Fouban comme le creuset du dialogue islamo-chrétien. Le Festival du NGUON est organisé tous les deux ans et du 3 au 9 novembre 2014 avait lieu la 545ème édition à Fouban. L'UNESCO qui a toujours apporté son appui est connu à Fouban car en 1985 elle a contribué à restaurer le Palais du Sultan et, le Directeur général de l'Organisation, Monsieur Amadou MAHTAR MBOW avait été à Fouban. Invitée par le Cercle de Réflexion pour le Développement du Noun (CERDEN), organisateur du Festival, une délégation de l'UNESCO a participé au NGUON. Le Bureau de l'UNESCO a apporté à la fois son expertise sur une nouvelle approche des festivals et son soutien. Un DVD de cette 545ème Edition réalisé avec le soutien du Bureau de l'UNESCO est disponible au CERDEN et à l'UNESCO-Yaoundé. Les Actes sont en cours de finalisation et seront publiés avec une Note introductive du Directeur du Bureau de l'UNESCO et une Préface du Sultan, Roi des Bamoun. C'est la preuve évidente de l'attention que notre Organisation accorde à la valorisation et surtout à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel conformément à la Convention de 2003 adoptée par l'UNESCO le 17 octobre 2003.

L'organisation du NGUON, comme expression de la culture de dialogue pour la consécration d'une paix sociale permanente chez le peuple Bamoun a évolué dans le temps comme en témoignent les différentes éditions mais repose toujours sur un socle solide qui explique sa pérennité. Le NGUON est ainsi plus qu'un simple festival qui met en lumière les danses, les rites du peuple Bamoun mais il est aussi et surtout porteur de valeurs d'humilité, de pardon, de fidélité, de patriotisme. C'est précisément dans ce sens qu'il mérite d'être mieux connu, valorisé et sauvegardé. C'est tout l'intérêt que nous lui accordons.



Les participants à l'atelier

application d'un projet d'inventaire participatif. Le module final dresse le bilan et les perspectives qui doivent être envisagés consécutivement à ce genre de formation étant entendu qu'une telle activité de formation sur l'élaboration des inventaires ne saurait être envisagée comme une fin en soi. Elle doit plutôt déboucher sur d'autres activités de mise en œuvre mettant en application les compétences acquises.

De l'avis des participants, la formation a été très bénéfique. Elle inaugure la synergie et une aspiration à plus d'échanges, de contacts et de collaboration. Par rapport aux autres types d'inventaires précédemment menés, l'on a véritablement senti que le travail d'inventaire participatif repose sur le rôle et l'importance des communautés vis-à-vis de leur patrimoine culturel immatériel. De même, la pertinence des matériels mis à la disposition de la formation qui allient constamment la théorie et la pratique permet de vivre utilement les huit jours sans se lasser. Bien évidemment, une telle formation devrait se prolonger en bonne règle à une activité pratique d'inventaire qui, elle-même, inaugurerait une série d'autres activités de mise en œuvre. Il y a lieu de noter que parmi les acquis de cette formation, le pays compte aujourd'hui, des cadres formés et motivés qui sont à la hauteur de la tâche de conduire les inventaires du PCI.



Sciences Naturelles

Congo: renforcement des capacités des points focaux OASTI des pays d'Afrique Centrale pour une meilleure gouvernance de la Science, de la Technologie et de l'Innovation

Brazzaville a accueilli les 24, 25 et 26 février dernier un atelier sur le renforcement des capacités des points focaux OASTI des pays d'Afrique Centrale pour une meilleure gouvernance de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI).

Cet atelier sous-régional a été organisé par le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique centrale et le ministère congolais de la Recherche Scientifique et de l'Innovation technologique, en coopération avec le NEPAD et l'OASTI. Les objectifs assignés à l'atelier étaient de renforcer les capacités des points focaux OASTI d'Afrique Centrale sur les initiatives de mesure et de promotion des STI aux niveaux mondial et continental par une meilleure maîtrise des outils d'analyse et de suivi des politiques STI (notamment GO-SPIN).

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre congolais de la Recherche Scientifique et de l'Innovation technologique M. Bruno Jean Richard ITOUA en présence du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Congo M. Anthony OHEMENG-BOAMAH et du Représentant résident de l'UNESCO Mme Ana Elisa de SANTANA AFONSO représentant M. Félix Loïteohin YE Directeur du Bureau régional. Ont pris part à cet important atelier, les représentants du NEPAD, de l'OASTI, de la CEEAC et de sept pays de l'espace CEEAC (Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine et République Démocratique du Congo).

Les travaux de l'atelier se sont déroulés en 05 sessions portant respectivement sur les thématiques suivantes :

- (i) Initiatives mondiales et continentales en matière de STI (GO-SPIN, OASTI, ASTII...),
- (ii) Politiques régionales et nationales en STI: présentations pays et CEEAC;
- (iii) Mesure de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (généra-



Les officiels lors de la cérémonie d'ouverture

lité sur les indicateurs, exemple de l'ASTII, production scientifique en zone CEEAC);

(iv) Outils d'analyse et de suivi des politiques et instruments de STI (GO-SPIN);

(v) Travaux de groupes : Processus GO-SPIN pour un pays à travers les cas du Gabon et du Burundi.

À l'issue de la rencontre, les participants ont formulé les recommandations suivantes:

□ Que l'UNESCO, la CEEAC, le NEPAD et l'OASTI facilitent l'élaboration d'un document de stratégie sous régionale Afrique centrale en matière de politique STI qui pourrait être validé par les pays au cours d'une réunion régionale;

□ Que l'UNESCO, la CEEAC, le NEPAD et l'OASTI continuent à appuyer les pays membres à travers des formations au niveau national et régional pour soutenir les pays dans la collecte des données ;

□ Que les Etats se tournent vers la CEEAC et la CEMAC pour la mobilisation de la BAD et d'autres bailleurs de fonds pour le financement de la recherche et des outils de gouvernance des STI;

□ Qu'une plateforme interministérielle sur les STI soit mise en place dans les différents Etats membres.



Sciences Humaines et sociales

La maison de l'UNESCO pour la culture de la paix au Burundi et la formation des apôtres de la paix

Depuis son inauguration, le 17 décembre 1994, la Maison de l'UNESCO pour la Culture de la Paix au Burundi s'est attelée à mettre en œuvre l'élément clé de l'Acte constitutif de l'Organisation : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut élever les défenses de la paix ». C'est ainsi que 135 apôtres de la paix viennent d'être formés fin 2014 début 2015 dans les provinces de Karuzi, Kirundo, Muyinga et Ngozi dans le cadre du Projet : « Strengthening the empowerment of young women and men and their engagement in particular in democratic process in order to promote intercultural dialogue and social inclusion ». Comme dans d'autres provinces ciblées antérieurement, neuf thèmes ont été développés : éducation à la citoyenneté responsable; promotion et protection de la diversité des expressions culturelles; démocratie; éducation à la paix et aux droits de l'homme; bonne gouvernance; participation au processus de prise de décision; lutte contre la corruption et les malversations économiques; élections libres, paisibles et transparentes; genre comme perspective de paix et de développement. Chaque commune était représentée par cinq participants provenant des associations de jeunes et de femmes, des confessions religieuses, des élus locaux et de l'administration communale. Cette diversité favorisait la richesse des échanges.

De l'avis des participants, la formation venait à point nommé d'autant plus que le Burundi est en période électorale, période où les esprits, surtout ceux des jeunes sont surchauffés, manipulables. La sensibilisation à l'esprit de tolérance et de cohabitation pacifique malgré la différence des opinions prévient les dérapages. Les exposés alternaient avec diverses stratégies d'apprentissage: jeux de rôle, témoignages, étude de cas, exploitation d'images suivie de synthèse, brainstorming, débats et discussions de groupes. Le délégué de l'UNESCO qui avait pour rôle de superviser la formation s'était muni de plusieurs documents : l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation de 2000; la Constitution du Burundi de 2005 ; le guide du réseautage; le discours du Président Mitterrand au Sommet France-Afrique de La Baule (Juin 1990) qui exigeait des Africains la démocratisation des institutions; la Convention de 2003 pour la Sauvegarde du patrimoine culturel immaté-



Madame le Gouverneur de la Province Muyinga entourée de Madame la Chargée de la Maison de l'UNESCO pour la Culture de la Paix au Burundi et Madame la Coordinatrice de REJA

riel ; la Convention de 2005 sur la Protection et la Promotion de la Diversité des expressions culturelles; la déclaration universelle des Droits de l'homme; le Manuel de référence de la CEDEAO à l'usage des formateurs pour l'éducation à la culture de la paix, aux droits humains, à la citoyenneté, à la démocratie et à l'intégration régionale pour appuyer les formateurs du Réseau des Jeunes en Action pour la Paix, la Réconciliation et le Développement (REJA).

Les Gouverneurs de Province ont été, chaque fois, conviés à procéder à l'ouverture des activités et ont invité les participants à suivre attentivement les enseignements qui leur seront délivrés afin de les diffuser, à leur tour, au sein de leurs communautés. Madame la Chargée de la Maison de l'UNESCO pour la Culture de la paix au Burundi n'a cessé de rappeler aux autorités politiques et administratives qu'embrigader la jeunesse, l'instrumentaliser est une arme à double tranchants qui peut se retourner contre ceux qui la manipule. Elle a exhorté chaque fois les participants à s'approprier les enseignements reçus et à les diffuser sur toutes les collines pour contribuer à l'atteinte de l'idéal consigné dans la Vision Burundi 2025 : «En 2025, le Burundi est une nation unie, solidaire et en paix, un pays bâti sur une société de droit avec un patrimoine culturel riche; une économie prospère au service du bien-être de tous ». A la fin de l'atelier qui durait à chaque fois une semaine vécue dans une ambiance fraternelle, les ressortissants de chaque commune ont eu le temps d'élaborer un plan de restitution des thèmes abordés au sein des communautés respectives de leurs localités.





COMMUNICATION & INFORMATION

Célébration de la Journée Mondiale de la Radio au Burundi

Le recensement général de la population et de l'habitat, réalisé en 2008 au Burundi, montre que la structure de la population burundaise est celle d'une population jeune. En effet, les jeunes de moins de 25 ans représentent 65% de la population totale, les jeunes de 10 à 24 ans représentent 34% et ceux de 15 à 24 ans représentent 21,6%.

Ces jeunes font face à beaucoup de défis et sont souvent exposés à divers dangers. Ils sont soumis à des pressions complexes et à des messages contradictoires. Ils n'ont pas d'accès suffisant aux services de santé, à l'éducation, à la protection sociale, à la participation politique, bien que des efforts soient faits dans ce sens.

Au Burundi, le vocable « jeunes » évoque souvent un taux élevé de chômage, la toxicomanie, la contamination et propagation au VIH/SIDA, le phénomène « enfants de la rue », l'accès réduit aux organes de communication/information, la prise en compte fort limitée de leurs préoccupations par les media, qui ne feraient pas assez connaître, d'après les jeunes eux-mêmes, leurs potentialités et leurs différentes initiatives. Ils dénoncent le fait qu'ils seraient régulièrement stigmatisés par rapport au phénomène de violence, de banditisme, etc.

La célébration de la Journée mondiale de la radio au Burundi a été une opportunité privilégiée d'échange/débat autour de ces questions entre jeunes eux-mêmes. La Radio Colombe FM, qui a constitué le centre de célébration de cette Journée, a organisé, du 13 au 14 février 2015, diverses activités en partenariat avec la Maison de l'UNESCO pour la culture de la paix.

D'après le reportage effectué au Quartier Bubanza de la Commune Kinama au nord de la Capitale Bujumbura, les jeunes ont déploré le fait que la grande partie des programmes des radios locales privilégient l'actualité politique. Ils ont recommandé qu'un espace conséquent leur soit réservé pour qu'ils puissent exprimer leurs idées sur la vie du pays. Les media ont été, par ailleurs, invités à faire connaître les réalisations des jeunes dans différents domaines, social, économique et en assurer une plus grande visibilité.

S'agissant d'un reportage effectué à la Radio BONESHA FM (radio privée) par des journalistes de la Radio Colombe FM, la journaliste interviewée a reconnu qu'elle traite tous les sujets de la rédaction au même titre que les journalistes expérimentés, ce qui est loin d'être le cas pour toutes les radios.

Une émission débat a été également organisée par la Radio Colombe FM avec un jeune du Réseau des jeunes en action pour la paix, le



Le journaliste Amédée NKURUNZIZA au studio de la radio Colombe avec les deux jeunes invités dans l'émission spéciale

développement et la réconciliation (REJA) et un jeune membre du parti politique, le Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD), sous le thème « Le rôle des jeunes dans la gestion du pays ». Une des recommandations adressées aux jeunes est de s'engager dans la vie politique et dans les organisations de la société civile afin de bien défendre et de promouvoir les droits de leurs pairs.

Les activités de Radio Colombe FM en rapport avec la célébration de la Journée Mondiale de la radio ont été clôturées par deux compétitions, une compétition Jeux/Réponses au Centre Jeunes Kamenge et qui portait sur le sport, le SIDA, l'actualité au Burundi et la culture générale, avec une participation de plus ou moins 200 jeunes ; et une compétition « Messages adressés aux autres jeunes », dont 3 meilleurs éléments ont été retenus à savoir un poème, un slam et une chronique. Environ 30 jeunes y ont pris part. Des prix ont été accordés aux gagnants. Le poème, le slam et la chronique ont été partagés avec les autres jeunes à travers les ondes de Radio Colombe FM. Ils portaient tous les trois sur le thème général de la Journée.

Enfin, le message de la Directrice Générale de l'UNESCO, lu par la Chargée de Bureau de la Maison de l'UNESCO pour la Culture de la paix, est passé cinq fois la journée du 13 février 2015 à Radio Colombe FM.

Quant aux media publics et privés classiques, ils ont largement exploité le message de la Directrice Générale de l'UNESCO, Madame Irina Bokova, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Radio.



Institut de Statistique de l'UNESCO

Les données sur le financement et les dépenses de l'éducation au cours d'un atelier de formation

Dans le cadre de l'appui de l'UNESCO au renforcement des capacités en matière de statistiques de l'éducation en Afrique subsaharienne, l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé au Cameroun et la GIZ, a organisé, du 9 au 12 décembre 2014 au Bureau de l'UNESCO à Yaoundé, un atelier technique de formation des cadres nationaux des pays africains sur le financement et les dépenses de l'éducation. Il a réuni les experts en charge des statistiques de l'éducation venus du Cameroun, Burundi, Tchad et Sao Tomé.

Les données financières de l'éducation (dépenses et financement) sont cruciales pour une gestion et une planification fiables permettant la formulation d'orientations stratégiques basées sur des arbitrages éclairés. De plus les décideurs ont besoin de données comparables pour déterminer si les investissements nationaux correspondent aux engagements de leur gouvernement en matière d'éducation sur la scène internationale.

Dans le cadre du suivi-évaluation des objectifs de l'éducation pour tous (EPT) et des OMD par exemple, la demande en statistiques fiables sur les dépenses d'éducation est devenue de plus en plus forte. En raison de la complexité des mécanismes de financement de l'éducation, du grand nombre de sources de financement, et de la difficulté d'accéder aux données et livres comptables concernés, la collecte des informations est généralement une entreprise laborieuse. La situation actuelle de la disponibilité des données financières ne permet pas de répondre efficacement à cette forte demande. Parmi les principales difficultés qui entravent la production de ces données figurent les faibles capacités



UNESCO
INSTITUTE
for
STATISTICS

techniques des cadres nationaux à maîtriser les aspects méthodologiques et le défaut d'outils de traitement appropriés.

C'est pour répondre à cette préoccupation, que le présent atelier a été organisé, à travers la formation des cadres nationaux pour les doter des compétences techniques requises pour assurer la production régulière des données financières de qualité du secteur de l'éducation. Cet atelier s'inscrit dans la continuité des actions précédemment développées par l'ISU visant le renforcement des capacités des pays africains dans le processus de collecte, traitement, analyse et diffusion des données financières de l'éducation.

Pendant 4 jours, les participants ont été formés aux outils de maîtrise de la méthodologie de collecte, de traitement et d'analyse des données financières de l'éducation et sur l'utilisation du modèle de l'ISU pour le reportage des données financières. La rencontre a également été une opportunité pour les participants de partager des expériences pays très enrichissantes en matière de compilations des données financières et dépenses de l'éducation, et soumission du questionnaire B de l'ISU sur le financement et les dépenses de l'éducation.



REFLEXION DU MOIS

Par Christian NDOMBI, Docteur en droit du développement, philosophe, Spécialiste pour la culture au Bureau de l'UNESCO à Yaoundé (Cameroun)

Du fait de la recrudescence des diverses discriminations contre quasiment toutes les religions et surtout du traitement idéologique et politique du fait religieux, le dialogue interreligieux a pris une grande importance dans l'agenda international.

Pendant longtemps et encore aujourd'hui lorsqu'on parle de dialogue interreligieux, on se limite aux rencontres entre les représentants et personnalités des religions monothéistes au détriment des autres religions et traditions spirituelles qui dans le cas de l'Afrique sont là. Qui peut ignorer ou faire semblant de ne pas reconnaître l'existence dans différents pays d'Afrique des traditions spirituelles, des églises de Réveil... Le problème n'est pas de croire ou

de ne pas croire mais il y a une évidence, elles existent et elles sont fréquentées par différentes couches sociales. Il faut, sans arrogance intellectuelle aucune, essayer de comprendre. Souvent, on se contente de les juger sans y avoir mis les pieds et avec des caricatures grotesques arguant à la limite qu'elles n'ont pas de représentants et ne sont animées que par des « Pasteurs charlatans ». Pour les exclure du dialogue, certains vont jusqu'à les qualifier « d'extrémistes ».

Je me demande souvent s'il ne s'agit pas d'une « arrogance inculte » ou simplement d'un « analphabétisme culturel » ou encore d'un déni de religiosité à l'Afrique profonde en dehors des religions monothéistes. L'Afrique n'a pas de religions ou encore si elle en a elles sont qualifiées de traditionnelles n'a-t-on pas souvent entendu dire cela comme une évidence. Mais combien de fidèles croyants qui fréquentent assidûment les lieux de culte vont voir les marabouts, les Saltingué (maîtres voyants) mais ne l'avouent pas ?

Il est temps d'ouvrir le dialogue interreligieux aux traditions spirituelles, aux autres églises...

L'UNESCO a joué le rôle d'alerte en lançant avec Monsieur Doudou Diène en 1995 le Programme de dialogue interreligieux avec pour objectif majeur de promouvoir le dialogue entre les religions, traditions spirituelles et humanistes.

Il faut donc « déconstruire » cette attitude d'exclusion, de rejet pour aller du dialogue intra-religieux vers un véritable dialogue interreligieux en y incluant les traditions spirituelles et en se fondant sur la connaissance réciproque et la reconnaissance de l'autre. Nous connaissons souvent très mal l'islam, la religion chrétienne, le judaïsme que nous ne sommes pas capables de porter sur l'un ou l'autre un jugement théologique. Nous connaissons mal notre propre religion que nous avons tendance à nous replier sur nous-même et à refuser le dialogue.

Le Bureau de l'UNESCO à Dakar a initié une excellente étude sur « Les valeurs culturelles des confréries musulmanes au Sénégal » qui aide les talibés mourides, tidjanes, layennes à mieux connaître leur confrérie ainsi que les fondements communs avec les autres confréries. L'étape de la connaissance réciproque est fondamentale car elle permet de connaître et surtout de comprendre le message profond de la religion de l'autre. Le dialogue interreligieux devrait donc porter aussi bien sur l'essence, l'histoire, les fondements doctrinaux que sur la manifestation religieuse pour éviter les controverses, les interprétations, les malentendus et l'instrumentalisation du religieux.

Un des grands enjeux de ce dialogue est sans doute la prise en compte du fait religieux dans les établissements scolaires laïcs et de confessions religieuses afin d'éviter de continuer à fabriquer des « analphabètes culturels » ou encore des réactions défensives violentes dues en partie à une méconnaissance de sa propre religion et au manque

de clés qui vous permette de comprendre celle de l'autre.

Enfin, il faut déplacer le dialogue interreligieux de la dimension théologique à la dimension éthique (les valeurs) pour des actions conjointes. Les différentes religions et les traditions spirituelles doivent pouvoir inter agir pour mieux répondre toutes aux problèmes de société : pauvreté, chômage, discrimination, enfants de la rue, solitude, enfants soldats, scolarisation... Le principe de toutes les religions et traditions spirituelles n'est-il pas d'être au service de l'autre ? La non réponse aux problèmes existentiels est une réelle préoccupation pour certains qui n'hésitent pas à changer de lieu de culte. Quelle est donc la réponse des religions monothéistes ? Sans pour autant s'en inquiéter, quelle réflexion profonde peut-on mener sur ces départs et ces retours. Au cœur, au centre du dialogue interreligieux, il y a la foi en Dieu, le sens de la vie et l'espoir de l'homme et que nous trouvons dans la bible, le coran, la Torah et dans toutes invocations du divin, maître de l'univers.

Le pluralisme culturel et spirituel constitue incontestablement la valeur fondatrice du dialogue dans le contexte de la mondialisation : En Europe, nous sommes passés d'immigrés musulmans à des citoyens européens musulmans. En Afrique, nous assistons à la démultiplication des lieux de culte.

Le pluralisme spirituel pourrait ainsi être défini comme la reconnaissance, la protection, la promotion et le respect de chaque expression de cette diversité. Il constitue la valeur opératoire de la dialectique Unité-Diversité qui est le socle le plus solide pour l'équilibre et l'harmonie de toute société multiethnique et multiconfessionnelle. Le pluralisme spirituel est donc l'éthique de la connaissance ou reconnaissance réciproque et du vivre ensemble. Voilà le vrai sens du dialogue intra et interreligieux.

